

**Le Préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**ARRETE N° 2020 – SG –446 du 15 juillet 2020  
portant versement aux communes de Mayotte de la dotation globale garantie  
sur l'octroi de mer au titre du mois de juin 2020**

- VU la constitution, notamment ses articles 38 et 73 ;
- VU la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code général des impôts ;
- VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- VU la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique modifiant l'ordonnance n° 2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;
- VU le décret du 25 novembre 2019 portant nomination de M. Jérôme MILLET, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 10 juin 2020 portant nomination de M. Claude VO-DINH, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté n° 2020-SG-DIRCAB-271 du 26 mai 2020 confiant à M. Jérôme MILLET, sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture de Mayotte, l'intérim du directeur de cabinet du préfet de Mayotte ;
- VU l'arrêté n° 2020-SG-395 du 2 juillet 2020 portant délégation de signature à M. Claude VO-DINH, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**Considérant** le montant des recettes à verser aux communes pour le mois de juin 2020 au titre de l'octroi de mer soit **6 209 425,44 euros** ;

**Considérant** le montant des recettes constatées au titre de l'octroi de mer par la direction régionale des finances publiques pour le mois de juin 2020 pour les communes, soit **4 313 478,00 euros** ;

**Considérant** la somme de 100,00 euros trop perçue par la commune de Ouangani au mois de mars et la somme de 24 centimes perçues par toutes les communes au mois d'avril ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

### ARRETE

**Article 1 :** Le montant de la dotation globale garantie sur l'octroi de mer attribué aux communes de Mayotte au titre du mois de juin 2020 est de : **quatre millions trois cent treize mille trois cent soixante-dix-sept euros et soixante-seize centimes (4 313 377,76 €)** répartis comme suit :

Communes	Montant DGG 2020	Juin 2020
Acoua	2 043 080,24 €	118 271,56 €
Bandraboua	4 453 360,75 €	257 799,92 €
Bandrélé	4 094 744,35 €	237 040,03 €
Bouéni	2 319 072,83 €	134 248,45 €
Chiconi	2 285 439,66 €	132 301,47 €
Chirongui	3 599 110,79 €	208 348,37 €
Dembéni	5 155 279,40 €	298 433,18 €
Dzaoudzi	4 683 398,29 €	271 116,53 €
Kani-Kéli	2 491 167,31 €	144 210,80 €
Koungou	7 253 895,03 €	419 919,62 €
Mamoudzou	17 345 506,03 €	1 004 111,35 €
Mtsangamouji	2 710 325,94 €	156 897,64 €
Mtzamboro	2 755 449,17 €	159 509,78 €
Ouangani	2 976 545,84 €	172 208,81 €
Pamandzi	2 791 369,85 €	161 589,18 €
Sada	2 905 451,37 €	168 193,23 €
Tsingoni	4 649 908,38 €	269 177,84 €
<b>TOTAL</b>	<b>74 513 105,22 €</b>	<b>4 313 377,76 €</b>

**Article 2 :** Ces crédits seront imputés sur le compte 4 742 000 000 IT7A060100 ouvert dans les écritures de Monsieur le directeur régional des finances publiques.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de Mayotte dans les deux mois suivant sa publication (ou sa notification). L'absence de réponse au terme du délai précité équivaut à un rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Mayotte, immeuble Haut du Jardin du Collège 97 600 Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de sa publication (ou sa notification).

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception.

L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai du recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande ou du rejet implicite de la demande.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Mesdames et Messieurs les maires de Mayotte, à Monsieur le directeur régional des finances publiques, à Monsieur le Directeur régional des douanes et au Recueil des actes administratifs.

Le préfet,  
délégué du Gouvernement  
Le préfet de Mayotte  
pour le préfet et par dérogation  
Le secrétaire général

Claude VO-DINH

